MINISTERE DE LA JUSTICE

Service de l'accès au droit et à la justice
et de la politique de la ville

Circulaire du 28 juillet 2005

Date d'application : immédiate

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

à

- *pour attribution* -

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel,
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près les cours d'appel,**

**Mesdames et Messieurs les Présidents des tribunaux de grande instance,
Mesdames et Messieurs les Procureurs de la République près les tribunaux de grande instance,**

- *pour information* -

**Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature,
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes,**

et

Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux

N° NOR : JUS J 05 90 013 C

TITRE DETAILLE : Présentation des dispositions du décret n° 2005-564 du 27 mai 2005 pris en application de l'article 706-5-1 du code de procédure pénale et relatif à la procédure d'indemnisation amiable devant les commissions d'indemnisation des victimes d'infractions.

MOTS CLES : Commissions d'indemnisation des victimes d'infractions, offre ; constat d'accord ; homologation ; fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions.

TEXTES SOURCES : Décret n° 2005-564 du 27 mai 2005 (J.O. du 28 mai 2005).

PUBLICATION : La présente circulaire sera publiée au Bulletin Officiel et diffusée sur l'Intranet SADJPV et le WEB JUSTICE.

MODALITES DE DIFFUSION : diffusion assurée par le Ministère de la justice aux destinataires mentionnés ci-dessus. Chaque juridiction (CA, TGI) est destinataire.

Plan de la circulaire

Introduction.....	3
1° Objectifs de la réforme.....	4
2° Champ d'application de la procédure d'indemnisation amiable.....	4
3° Instruction et transmission des demandes d'indemnisation.....	4
4° Pièces justificatives.....	5
5° Délais.....	5
6° Demande de provision.....	6
7° Emission de l'offre par le F.G.T.I. et contenu.....	6
8° Suites données à l'offre par la victime.....	6
9° Modalités et portée de l'homologation du constat d'accord.....	7
10° Délai de règlement de l'indemnisation.....	7
11° Prorogation des délais de procédure et entrée en vigueur.....	8

ANNEXES : article 706-5-1 du Code de procédure pénale et décret du 27 mai 2005

Introduction

L'amélioration du sort des victimes d'infractions constitue l'un des axes majeurs de la loi d'orientation et de programmation pour la Justice adoptée le 9 septembre 2002, pour la période 2003-2007.

La loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité reconnaît ainsi de nouveaux droits aux victimes d'infractions afin de leur permettre d'organiser plus facilement la défense de leurs intérêts. En instituant une procédure amiable d'indemnisation devant la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (C.I.V.I.), elle contribue à simplifier et à accélérer la réparation des préjudices subis par les victimes.

Prévue par l'article 170 de la loi du 9 mars 2004, la nouvelle procédure d'offre transactionnelle constitue une innovation majeure du dispositif mis en place pour permettre aux victimes d'infractions pénales d'être indemnisées de leurs préjudices.

Le décret n° 2005-564 du 27 mai 2005 qui fixe les modalités d'application de ce texte, codifié sous l'article 706-5-1 du code de procédure pénale, complète les dispositions réglementaires de ce même code qui régissent, sous le titre XIV du livre IV, le recours en indemnité ouvert à certaines victimes de dommages résultant d'une infraction.

Les dispositions de l'article 706-5-1 du code de procédure pénale et du décret pris pour son application vont modifier les pratiques habituellement suivies par les C.I.V.I. Le succès de cette procédure amiable d'indemnisation nécessite la mobilisation des différents membres de l'institution judiciaire, magistrats du siège, du parquet, greffiers, en particulier ceux en charge du greffe de la C.I.V.I. et de l'accueil, que ce soit au sein du Tribunal de Grande Instance ou de Maisons de Justice et du Droit.

Les avocats et les associations d'aide aux victimes devront également être étroitement associés à la mise en œuvre de cette procédure amiable et informés des améliorations qu'elle apporte en faveur des victimes. Aussi, je vous remercie de veiller à assurer une large diffusion de cette circulaire à tous les acteurs concernés, afin d'assurer l'application effective de cette importante réforme.

1° Objectifs de la réforme

Les victimes et leurs représentants exprimaient, de longue date, le besoin d'accélérer et de simplifier les règles régissant l'indemnisation devant les C.I.V.I. Au regard des pratiques généralement suivies devant ces juridictions, la nécessité pour la victime ou ses ayants droit d'engager une nouvelle procédure avec les contraintes et les frais en résultant n'apparaît pas toujours justifiée. Tel est notamment le cas lorsque le demandeur sollicite devant la C.I.V.I. une indemnisation dont le montant correspond à l'indemnité définitive ou provisionnelle accordée par une décision pénale définitive et dont le montant n'est pas contesté par le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (F.G.T.I.). L'introduction d'une procédure d'indemnisation amiable devant les C.I.V.I. s'appuie sur ce constat et devrait permettre, sous l'égide du président de la C.I.V.I., une accélération notable de l'indemnisation des victimes.

2° Champ d'application de la procédure d'indemnisation amiable

La nouvelle procédure d'indemnisation amiable s'applique, que l'indemnisation soit demandée en application des dispositions de l'article 706-3 ou de l'article 706-14 du code de procédure pénale, ou en raison d'une aggravation du préjudice subi par la victime (article 706-5-1 alinéa 1 du code de procédure pénale).

Comme jusqu'à présent, la procédure est engagée par une requête signée par la personne lésée, son représentant légal ou son conseil. Cette requête peut être déposée, ou envoyée par lettre recommandée, au secrétariat de la C.I.V.I. ; la représentation par avocat n'est pas obligatoire.

3° Instruction et transmission des demandes d'indemnisation

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 706-5-1 du code de procédure pénale, il convient que la demande d'indemnité, accompagnée des pièces justificatives, soit transmise sans délai par le greffe de la C.I.V.I. au fonds de garantie.

La requête doit contenir l'ensemble des renseignements et pièces visés respectivement sous les articles R 50-9 et R 50-10 du code de procédure pénale.

La nouvelle procédure appelle à cet égard une vigilance renforcée. Pour être en mesure d'apprécier tant le principe du droit à indemnisation que le montant de la réparation proposée amiablement à la victime ou à ses ayants droit, le F.G.T.I. doit pouvoir disposer d'un dossier complet.

A défaut, le délai de deux mois prévu pour la présentation de l'offre par le F.G.T.I. pourrait ne pas être respecté, avec pour conséquence un retard d'indemnisation.

A cet égard, il n'est pas inutile de rappeler qu'en vertu de l'article R 50-13 du code de procédure pénale, le président de la Commission ou le magistrat assesseur disposent de pouvoirs étendus pour instruire l'affaire.

Ils peuvent ainsi procéder ou faire procéder à toutes auditions et investigations utiles ; il leur est également loisible de se faire communiquer copie des procès-verbaux constatant l'infraction ainsi que de toutes les pièces de la procédure pénale, même en cours.

Le parquet peut apporter une contribution décisive à la mise en état des dossiers en veillant à ce que les copies de pièces pénales soient délivrées avec célérité.

4° Pièces justificatives

Il n'est pas rare qu'actuellement l'instruction des dossiers par les agents régleurs du F.G.T.I. soit retardée par les demandes de pièces complémentaires qu'ils sont contraints de formuler auprès des greffes de certaines C.I.V.I. ; ces demandes concernent le plus souvent les pièces de procédure pénale.

On rappellera que, selon que la demande d'indemnisation est déposée avant ou postérieurement à une décision de la juridiction pénale, l'infraction génératrice du dommage peut être appréciée au travers des pièces suivantes :

- demande d'indemnisation déposée avant décision de la juridiction pénale :
 - procès-verbal d'enquête ou de synthèse ; à défaut procès-verbal de dépôt de plainte ;
 - ordonnance de non lieu ou décision de classement sans suite en l'absence d'instruction ;
 - réquisitoire définitif lorsque l'affaire est renvoyée devant le tribunal correctionnel ;
 - arrêt de mise en accusation en cas de renvoi devant la Cour d'assises ;

- demande d'indemnisation déposée postérieurement à une décision de la juridiction pénale :
 - en matière correctionnelle : copie du jugement et réquisitoire définitif du parquet accompagnés, en cas de citation directe par la victime, du procès-verbal d'enquête ou du procès-verbal de dépôt de plainte ;
 - en matière criminelle : copie de l'arrêt civil de la Cour d'assises et de l'arrêt de la chambre d'accusation.

Cette énumération n'est pas exhaustive et devra être adaptée en fonction des évolutions de la procédure pénale. En tout état de cause, il convient d'éviter que la victime soit tenue de compléter le dossier après qu'il aura été transmis au F.G.T.I.

5° Délais

Le F.G.T.I. est tenu de présenter une offre d'indemnisation à la victime dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande d'indemnisation. Si la victime de son côté ne répond pas à l'offre, son silence est considéré à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la présentation de l'offre, comme valant désaccord.

Ces deux délais sont les limites maximales posées par les textes pour l'émission de l'offre par le F.G.T.I. et son acceptation par la victime. En d'autres termes, l'offre peut être émise et acceptée avant l'expiration de chacune de ces périodes de deux mois. La validité du constat d'accord, qui succède à l'offre en cas d'acceptation, n'est donc pas liée à l'expiration de chacune de ces deux périodes de deux mois.

Conformément à l'objectif de la réforme, le constat d'accord devrait être soumis à homologation avant l'expiration des délais susmentionnés dans la majorité des cas.

En cas d'échec de la procédure d'indemnisation amiable, suite au refus du F.G.T.I., de celui de la victime ou du silence gardé par elle, l'instruction de l'affaire se poursuit. Le secrétaire de la C.I.V.I. devra alors veiller au respect du délai prévu par l'article R. 50-17 du code de procédure pénale qui impose de convoquer les parties à l'audience au moins deux mois à l'avance.

6° Demande de provision

L'instauration, par l'article 706-5-1 du code de procédure pénale, d'une procédure d'indemnisation amiable ne remet pas en cause la faculté pour la victime de solliciter l'octroi d'une provision en vertu des articles 706-6 in fine et R 50-15 du même code. Toutefois, l'accélération de l'indemnisation résultant de l'application des nouveaux textes devrait rendre les demandes de provision moins fréquentes.

Dans l'hypothèse où une telle demande garderait son utilité, l'attention des magistrats et greffiers doit être appelée sur l'importance qui s'attache pour les victimes et leurs ayants droit, au respect du **délai d'un mois prévu** par l'article R. 50-15 du code de procédure pénale pour statuer en matière de provision. En effet, il apparaît que ce délai n'est que très peu respecté en pratique, ce qui est dommageable pour les victimes.

7° Emission de l'offre par le F.G.T.I. et contenu

Ainsi qu'il l'a été rappelé, le fonds est tenu, sauf refus motivé, de présenter une offre d'indemnisation à la victime dans un délai de deux mois maximum à compter de la réception de la demande qui lui est transmise par le greffe accompagnée des pièces justificatives.

L'article 706-5-1 alinéa 1 du code de procédure pénale prévoit que le fonds doit motiver son refus de présenter une offre d'indemnisation à la victime. Cette hypothèse pourra se rencontrer notamment dans les cas où lors de la transmission du dossier, les circonstances de l'affaire sont insuffisamment connues.

Le contenu de l'offre d'indemnisation émise par le F.G.T.I. à l'intention de la victime est précisé par l'article R 50-12-1 nouveau du code de procédure pénale. Les dispositions de ce nouvel article sont très proches de celles de l'article R 422-8 du code des assurances qui s'applique aux victimes d'actes de terrorisme.

8° Suites données à l'offre par la victime

Le délai de réponse de la victime est fixé à deux mois ; il correspond à celui dont dispose le F.G.T.I. pour émettre son offre. Il est suffisamment long pour permettre à la victime de prendre conseil et d'apprécier la suite qu'elle doit donner à la proposition d'indemnisation qui lui est faite par le F.G.T.I.

Pour satisfaire à l'objectif de célérité poursuivi par la loi, l'article R 50-12-2 nouveau du code de procédure pénale prévoit que si la victime n'a pas répondu à l'expiration de ce délai de deux mois, son silence équivaut à un désaccord. L'indication expresse, dans l'offre, des conséquences attachées au silence du destinataire préserve les droits de la victime.

En effet, le silence gardé par la victime sur l'offre qui lui est présentée par le F.G.T.I. ne met pas en péril son droit à indemnisation. Dans ce cas et conformément à l'alinéa 3 de l'article 706-5-1 du code de procédure pénale, l'instruction de l'affaire se poursuit devant la C.I.V.I., comme dans les deux autres hypothèses mentionnées précédemment : lorsque d'une part, le fonds refuse d'émettre une offre d'indemnisation, d'autre part, en cas de refus exprès de la victime d'accepter l'offre d'indemnisation présentée par le fonds.

9° Modalités et portée de l'homologation du constat d'accord

L'article R.50-12-2 nouveau du code de procédure pénale précise les modalités de saisine du président de la C.I.V.I. par le F.G.T.I. et la portée de la décision par laquelle il homologue le constat d'accord. Dans l'exercice du pouvoir qui lui est ainsi conféré, le président de la C.I.V.I. doit contrôler le contenu de l'accord et veiller à ce que les droits de ceux qui y sont parties n'aient pas été méconnus. Une attention particulière devra être apportée au constat d'accord portant sur l'indemnisation due à un mineur, à un majeur en tutelle ou en curatelle et aux autorisations que requiert le régime de protection dont ils relèvent. L'homologation peut résulter de la signature du président de la C.I.V.I. et de la datation du constat d'accord présenté par le fonds, avec apposition de la formule exécutoire.

La décision refusant ou accordant l'homologation est notifiée au demandeur et au F.G.T.I. dans les mêmes conditions que les décisions de la C.I.V.I., à savoir sans délai par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (article R 50-12-2 nouveau du code de procédure pénale).

La notification de l'homologation du constat d'accord permet de faire courir le délai de versement de l'indemnisation par le F.G.T.I. En cas de refus d'homologation, la procédure se poursuit, comme il est précisé plus haut.

10° Délai de règlement de l'indemnisation

Il importe que le règlement de l'indemnisation amiable intervienne dans un délai identique à celui des indemnisations allouées par jugement. Les dispositions de l'article R 50-24 du code de procédure pénale qui prévoit un versement par le F.G.T.I. dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision de la C.I.V.I. sont donc étendues au constat d'accord introduit par l'article 706-5-1 du code de procédure pénale.

En conséquence, et s'il ne l'a pas fait auparavant, le F.G.T.I. devra s'acquitter des sommes dues à la victime dans un délai d'un mois courant à compter de la notification du constat d'accord. Comme actuellement, le F.G.T.I. devra, sans délai, donner avis du paiement au président de la C.I.V.I.

11° Prorogation des délais de procédure et entrée en vigueur de la réforme

Aux termes de l'article R 50-28 du code de procédure pénale, les dispositions des articles 643 à 647 du nouveau code de procédure civile qui régissent la prorogation des délais de procédure, s'appliquent aux délais d'un mois et de deux mois prévus respectivement à l'article R. 50-15 et R.50-17 du code de procédure pénale. Le décret n° 2005-564 du 27 mai 2005 étend les dispositions de l'article R. 50-28 au nouvel article R.50-12-2 du code de procédure pénale. Le délai de deux mois dont dispose la victime pour se prononcer sur l'offre qui lui a été faite doit donc, le cas échéant, être majoré d'un ou de deux mois, selon le lieu de son domicile (D.O.M., T.O.M. ou étranger) et le siège de la juridiction (métropole ou D.O.M.).

Le nouveau dispositif mis en place par le décret du 27 mai 2005, est entré en vigueur à compter de la publication de ce texte, soit le 28 mai 2005. Les dossiers enrôlés à compter de cette date et transmis au F.G.T.I. par application de l'article R 50-12 du code de procédure pénale sont éligibles à la nouvelle procédure et doivent donc donner lieu à offre d'indemnisation par le F.G.T.I.

* * * *

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître, sous le timbre du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville, les difficultés que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

Marie-Christine LEROY